













Rapport de la séance du 6/3/19

Contenu

Sy	Synthèse			
_	But recherché			
١	Déroulé de la soirée	4		
	Pour chaque think tank :	4		
	Les sujets respectivement abordés :	4		
	Pendant la délibération des rapporteurs	4		
	Délibération finale	4		
,	A retenir de ce Grand Débat National	5		
	Les points mis en relief :	5		
ه ما	roduction des débats	-		
ını				
	Pourquoi un Grand débat National dédié au numérique ?			
	Pourquoi des think tanks dédiés au numérique ?	8		

Forum ATENA	9
Irest	12
Innocherche	14
La Fabrique du Futur	17
French-Road	19
Le forum des Jetons	24
Notes du rapporteur général	28
Idées retenues à la fin de chaque intervention	28
Délibération finale	30
VOTE FINAL	30
Programme & intervenants	31

Synthèse

Ambiance collaborative dans le grand amphithéâtre Thevenin de Télécoms Paris Tech mercredi 6/3/19 dernier : malgré la pluie, les vacances scolaires, le match de foot et l'heure tardive, 70 % des 240 inscrits étaient présents. Merci à eux pour leur présence, leurs contributions et les retours enrichissants qu'ils nous font parvenir depuis.

Voilà ce que nous pouvons en retenir.

But recherché

Ce Grand Débat avait pour but de permettre au public de découvrir les réflexions en cours dans les think tanks du numérique et de les confronter à leurs ressentis.

Ce débat a été traité de façon transverse les 4 thèmes imposés par le Grand Débat National :

- <u>La transition écologique</u>: pour un numérique « vert » qui évite les calculs, les échanges et les stockages pléthoriques.
- <u>La fiscalité et les dépenses publiques</u>: pour un état efficace, une fiscalité lisible par tous (notamment via les monnaies intelligentes), des investissements en infrastructures télécoms délocalisés mais, néanmoins, synchronisés avec une stratégie numérique européenne.
- La démocratie et la citoyenneté: pour une gouvernance qui va du bas vers le haut (organique et fractale) via les outils sociaux numériques et une éducation aux civilités ad hoc,
- <u>L'organisation de l'État et des services publics</u>: pour un état plateforme qui ne résulte pas d'une simple informatisation de l'existant, mais d'un modèle avéré efficace, de type Estonien. Le temps ainsi libéré doit être réorienté vers les résolutions de conflits, l'innovation, le partage de savoirs, au profit des plus fragiles... etc.

Au fil des exposés et des échanges, d'autres priorités se sont imposées, en particulier la souveraineté numérique.

Déroulé de la soirée

Faute de temps, seuls 5 think tanks ont pu présenter leurs travaux et à interagir avec la salle selon le déroulé suivant :

Pour chaque think tank:

- o Un speaker fait le point sur les réflexions en cours dans la problématique choisie,
- o Un modérateur distribue la parole dans la salle (2 séries de 3 interventions de 2 minutes),
- o Un rapporteur reformule les idées et fait voter la plus émergente.

Les sujets respectivement abordés :

- La souveraineté (Forum ATENA),
- o La disponibilité des réseaux (Irest),
- o La mobilité (Innocherche),
- o Les modes collaboratifs (La Fabrique du Futur),
- o L'efficacité de l'Etat (French Road).

Pendant la délibération des rapporteurs

Une dernière séquence (sans débat ni vote, mais avec des questions de la salle) a été consacrée à la monnaie et aux échanges de création de valeur (Le Forum des Jetons).

Délibération finale

Les 3 idées les plus saillantes de la soirée, sur proposition des rapporteurs et des modérateurs ont été mises au vote (détail : voir le rapport de Valérie Bougault à la fin) :

- 1. Numérique, grande cause nationale et européenne,
- 2. Refonte de la gouvernance du Numérique,
- 3. Nouvel internet européen, inclusif et de confiance.

Selon le vote final, la proposition 3 qui arrivée en tête. Elle est perçue comme un projet mobilisateur, aux promesses de succès porteuses de fierté Européenne.

A retenir de ce Grand Débat National

La salle a exprimé ses peurs : être dépassée par la technologie, par la désocialisation et par la perte de souveraineté (technologique, fiscale, culturelle, juridique, sociale, informationnelle, démocratique...).

Elle perçoit le numérique actuel comme éloigné de ses références culturelles et juridiques et manipulé par des « gangsters numériques¹ » aux objectifs opaques. Sa logique financière est ressentie comme dangereuse pour notre économie et notre démocratie. Elle met à mal notre souveraineté.

Les points mis en relief :

- Le numérique actuel s'est bâti en un quart de siècle, ce qui représente une durée infime à l'échelle de l'évolution de l'Homme. Il présente de nombreux défauts qui le rendent inquiétant et peu pérenne. Il faut donc le considérer comme la version zéro du numérique. Un autre numérique est possible. Différents blocs géopolitiques y travaillent. Ce doit être le cas de l'Europe.
- La France et l'Europe ont subi une invasion technologique du 20^{ème} siècle. Elle ne doit pas se sentir disqualifiée pour autant, bien au contraire. Elle peut en tirer des enseignements pour développer un numérique plus mature, plus durable et proche de notre culture et de nos valeurs.
- Cependant, pour faire face à la situation actuelle, nous devons adapter celui qui nous est imposé. Cela débouche sur les priorités suivantes :
 - Éduquer les utilisateurs, dont la jeunesse, combattre l'illusion de savoir que procure le Net, réprimer l'incivilité, retourner la honte vers les harceleurs et les diffuseurs de données malveillantes... etc.
 - o Forcer les professionnels à prendre en compte les handicaps pour obtenir un numérique accessible au plus grand nombre.
 - À propos des réseaux : donner aux territoires l'initiative tout en favorisant la mutualisation des innovations. La préparation de l'arrivée de la G5 doit être saisie pour faire évoluer les modes de décision et de financement. Ce point est essentiel pour développer notre modernité en termes de santé, d'éducation, d'inclusion sociale, d'agriculture, d'industrie, de mobilité... etc.
 - Sur le plan des serveurs, des terminaux et des applications : technologies évoluent. Elles permettent de redéfinir un numérique plus respectueux des Hommes et de l'environnement. L'Europe a la possibilité de construire un internet conçu autour de ses valeurs et de son patrimoine culturel et technologique (elle n'est ni l'Amérique, ni la Chine, ni la Russie).

Terme employé par la commission sur le numérique, la culture, les médias et le sport de la Chambre des communes du Royaume-Uni (DCMS)

- L'État doit être exemplaire et il a les moyens de le faire en adaptant les solutions disponibles, d'ailleurs en partie financées par l'Europe, comme le préconise French-Road. Cela nécessite de faire évoluer les affectations des fonctionnaires afin qu'ils soient plus présents auprès des citoyens, étant libérés pour une large part des tâches administrative. En agissant ainsi, l'État rend la population plus sereine et plus efficace tout en étant plus respectueuse de son environnement.
- Il faut profiter de cette période jubilatoire en termes d'ouverture d'esprit pour mettre sur la table des sujets tabous tels que les données (bien public / bien intime) et les instruments d'échange (monnaies et toutes les autres formes de tickets qui commencent à fleurir...). En dehors des travaux menés dans les think tanks, La France et l'Europe sont peu présentes sur ces questions et dans les expérimentations en cours. Elles doivent donc mieux les écouter et leur donner les moyens de travailler et d'être visibles.

Les think tanks sont des espaces de sérendipité où il est possible de faire se rencontrer les cultures et des personnalités éclectiques. Ils sont des lieux propices aux travaux hors cadre. C'est la raison pour laquelle sont des acteurs de création d'idées indispensable dans la période de mutation sociétale que nous vivons.

Merci aux participants qui ont interagi avec eux. Merci aux organisateurs du Grand Débat National qui va prendre en compte leurs recommandations.

Introduction des débats

Geneviève Bouché, coordinatrice de l'évènement

Pourquoi un Grand débat National dédié au numérique ?

Ce n'est pas le numérique qui change nos vies, c'est parce que nous évoluons que nous nous dotons d'outils qui nous permettent de vivre autrement.

Le numérique est destiné à nous libérer des tâches dangereuses, dégradantes, fastidieuses ou hypercomplexes. Grâce à lui et à d'autres progrès réalisés dans la chimie, l'organisation, la finance, ou encore la démocratie, les générations montantes affichent leur volonté de s'éloigner de la formule « métro – boulot – dodo ». Elles veulent simplement s'accomplir et faire société.

Elles veulent dépasser le consumérisme et développer de l'estime de soi... Le numérique rend cela possible, mais, à y regarder de près, il impose une reconfiguration de nos institutions. En effet, cellesci ont été conçues pour les époques antérieures, centrées essentiellement sur la satisfaction des besoins primaires (se nourrir, se loger, se soigner...).

C'est dans ce cadre que l'Homme développe le numérique.

Mais, l'Homme est ainsi fait qu'il a tendance à exploiter les innovations majeures à des fins de conquête. Dans sa version actuelle, le numérique constitue un instrument massif d'influence, soit une arme d'un genre complètement nouveau.

Ce point est intéressant : il acte le fait que les Hommes considèrent que le monde n'est plus à conquérir, il est à séduire ou à canaliser. Cette arme permet de prendre le contrôle de la foule pour la mettre au service de chimères qui, en définitive entravent l'évolution de l'homme.

La vie, c'est le hasard et la sélection. Tout ce qui normalise entrave la vie. La vie c'est la diversité et la reconnaissance de cette diversité est source de créativité.

Alors, un autre numérique doit être possible. L'Europe est le berceau de la **démocratie**, **des droits de l'homme et du pacte social**. Sur le plan technologique elle est le berceau du **per to per, de l'Opens Source**, **des univers 3D**, **des cryptomonnaies**, **des réseaux maillés**... Dans les années 70, la France et le Japon se concurrençaient dans une saine émulation. La Silicon Valley a repris ces travaux et en a fait une industrie puissante en 20 ans. La Chine a répliqué en 10 ans.

Pour un futurologue, une décennie n'a pas de valeur : elle ne représente rien dans l'histoire de l'Homme. Ce qui compte, c'est la volonté et l'énergie, c'est l'envie d'aller de l'avant. La véritable « après-guerre » (mondiale) commence maintenant, comme le confirme l'actualité géopolitique qui est prise en main par des générations qui n'ont pas connu la dernière guerre mondiale ainsi que leurs parents.

La jeunesse européenne actuelle ne se sent pas concernée par les effets de cette dernière guerre mondiale. Elle manifeste sa volonté de dessiner un autre monde conforme à ses fondamentaux culturels et ses désirs d'évolution.

Le savoir-faire, en matière de numérique, est toujours présent sur notre territoire. À nous de créer le cadre pour que notre jeunesse saisisse sa chance.

C'est le rôle des think tanks.

Pourquoi des think tanks dédiés au numérique?

Pour organiser ce Grand Débat National, nous avons contacté 12 think tanks. Nous en avons retenu 5, faute de temps.

La notion de think tank a été introduite en France au début des années 2000. Les think tanks constituent les lieux ouverts où il est possible de réfléchir en dehors de la pensée dominante.

Leur émergence coïncide avec la spécialisation des partis politiques dans la fonction de gestion des candidats et la conduite de campagnes électorales de plus en plus coûteuses et professionnelles. De ce fait, les think tanks se sont développés en accueillant les citoyens désireux de faire avancer des problématiques qui leur sont proches.

Ils fonctionnent en dehors des institutions. En effet, les institutions ont pour vocation d'assurer la stabilité autour de la forme de prospérité admise par la communauté. Lorsqu'un besoin de s'adapter apparaît, les institutions s'appuient des chercheurs, des élus, des églises... Réputés « qualifiés ». Elles peuvent ainsi évoluer, mais pas se métamorphoser.

Cependant, à certains moments, il faut accélérer et accepter de penser et de faire autrement : ce ne sont pas les fabricants de bougies qui ont inventé les ampoules électriques...

Or, comme nous venons de l'évoquer, la forme de prospérité qui intéresse les générations montantes est très différente de celle de nos aînés. C'est typiquement dans ce type de période charnière que les think tanks permettent de créer la sérendipité dont nous avons besoin.

La sérendipité, c'est le fait de trouver ce que l'on ne cherchait pas. Les innovations qu'elles peuvent potentiellement produire résultent pour une large part de rencontres improbables, multidisciplinaires et multiculturelles.

Les membres des think tanks sont des bénévoles qui ont choisi de donner du temps, de la créativité, de l'écoute et du savoir pour contribuer à changer le monde. Comme toutes les composantes naissantes dans les organisations, ils sont encore peu reconnus et disposent de très peu de moyens. Compte tenu de l'importance croissante de leur raison d'être, il devient nécessaire de leur donner plus de moyens et de visibilité.

Disposer d'une salle est déjà une gageure ! Merci à Télécoms Paris Tech qui a accepté de nous accueillir ce soir.

Aujourd'hui, les think tanks dédiés à différents aspects du numérique viennent à vous pour débattre. Je vous souhaite une soirée aussi riche que possible.



A la convergence du numérique, des entreprises et de l'enseignement supérieur

Un autre numérique est possible!

Un numérique ouvert aux innovations, respectueux des valeurs de l'Europe, sans surveillances exagérées, incontrôlées et illégales, qu'elles soient des États, des plateformes, ou des mafias.

Chaque citoyen doit pouvoir trouver sa place et pouvoir s'exprimer sereinement dans cet espace, sans risque exagéré d'injure, fausse nouvelle, d'espionnage. Le monde numérique doit prôner le développement du bien commun, le respect des contributions de chacun, nos valeurs.

Les Gafam disruptent la souveraineté des États en ne respectant pas les règles de la concurrence, en contestant la souveraineté des tribunaux et les règles juridiques.

Nous devons imposer dans l'espace France / Europe des réponses simples, inspirées de la vraie vie, pas des règles spécifiques au monde du numérique, qui fausse la concurrence entre les acteurs.

Exemple : une adresse IP doit être considérée comme une adresse géographique afin que ceux qui veulent tricher soient poursuivis, comme dans la vraie vie.

La vie, aujourd'hui, c'est aussi la vie numérique, les règles doivent être les mêmes

Aujourd'hui, il est urgent d'ouvrir le monde des plateformes dominantes, afin de conserver nos libertés et un espace d'innovation, qui sont les valeurs de l'Internet : un monde décentralisé et ouvert.

Comme nous l'avons fait au niveau de la protection des données personnelles nous devons imposer **l'interopérabilité des plateformes** dominantes.

Nous devons pouvoir changer de fournisseurs en emportant nos données d'usage, et nous devons stopper la progression des monopoles de fait de ces grandes entreprises du numérique, en interdisant les fusions de plateformes quand l'un des protagonistes est dominant dans son secteur.

Demain? Un autre Numérique

Les États légifèrent... Mais aujourd'hui, de fait, ce sont les Gafam qui décident des règles et qui les appliquent. Ce n'est pas aux GAFAM de faire les lois, c'est aux législateurs!

Ce n'est pas aux GAFAM de fixer les modalités d'application, c'est à la justice.

L'État / Europe doivent reconquérir notre souveraineté en fixant des règles simples, et en les faisant respecter, sans tout surveiller.

L'État / Europe doivent être moteur et incitateur pour entrainer les citoyens, les professionnels, les associations, les administrations, à s'emparer de notre souveraineté.

Nous devons, pas à pas, reconstruire l'autonomie technologique de l'Europe, en développant des stratégies de reconquête au niveau les composants (particulièrement des micro-processeurs), des Operating System (en nous appuyant sur l'Open Source et Linux), les outils, moteurs de recherche, espace de stockage, outils internet fondamentaux tels que les moteurs de recherche (en nous appuyant par exemple sur Qwant), les serveurs de courrier électroniques, les réseaux sociaux, les plateformes de blog... Ne l'oublions pas, l'Europe est le berceau des logiciels libres! Avec des structures telles que Framasoft, nous sommes riches de bibliothèques qui peinent à prendre leur juste dimension en raison du manque de moyens pour se faire reconnaître par le plus grand nombre.

L'Europe est également le berceau des technologies réseaux, il nous faut construire un nouvel Internet, plus simple, plus adapté aux usages multiples, plus sécurisé, **en nous appuyant sur les travaux de RINA** de Louis Pouzin qui se développent à l'international.

Cette nouvelle architecture d'échange doit nous permettre de construire un nouvel internet plus sûr, plus résilient. La France et l'Europe doivent s'engager pour développer RINA, amplifier le soutien aux initiatives qui émergent.

Construire un nouvel internet européen pour tous, qui soit respectueux de nos valeurs, de nos cultures et de nos lois. Nous appelons à la construction d'un Internet de confiance, durable, inclusif.

Phrases proposées par la salle

" Dans le cadre de la transformation numérique il convient d'accompagner les citoyens utilisant des applications au quotidien dès l'école primaire en inculquant des règles de conduite"

"La transition est une phase difficile et nécessaire avec des problèmes potentiels car il y a beaucoup de télescopages entre plusieurs domaines. Il faut donc faire de la prospective et envisager un institut européen"

- "Il faut relancer la question du déploiement financier du secteur innovant des start-up"
- " il convient de faire appliquer dans le numérique les mêmes lois que dans les autres secteurs"
- " A-t-on des chances de voir RINA se développer ? "
- " Il y a la prise de conscience de la nécessité de nouvelles règles et la nécessité d'une charte pour aider le législateur"

Phrase retenu par le conseil des rapporteurs :

"La recommandation du Forum ATENA, est la construction d'un nouvel internet européen qui soit respectueux de nos valeurs, de nos culture et de nos lois. Il est nécessaire que s'instaure, une confiance durable pour tous les utilisateurs à l'égard des applications numériques qu'ils utilisent au quotidien souvent de manière obligatoire ".





Institut de Recherches Economiques et Sociales sur les Télécommunications

Le numérique dans les territoires

Ce thème est abordé fréquemment dans notre think tank, comme en témoigne le Bulletin n°120 de l'IREST, diffusé à l'entrée de la salle de Telecom ParisTech.

La sociologue universitaire Anne-Marie LAULAN et le polytechnicien fondateur de SETICS Richard TOPER, tous deux vice-présidents de l'IREST, se sont accordés pour évoquer les problèmes ressentis, la complexité des causes et l'esquisse de solutions, avant de laisser s'exprimer les personnes présentes qui ont voté pour les principales idées à retenir.

Exposé (résumé) de Richard Toper

D'emblée, rappel d'une statistique : chaque Français échange en moyenne avec l'administration 22 fois par an, en sus des démarches de permis divers. En zone rurale, ceci implique un déplacement physique, une perte de temps, l'usage d'un véhicule. Pour autant 43 % des Français vivant en zone rurale rechignent à effectuer leurs démarches en ligne. Ce manque de confiance psychologique vient aggraver les difficultés matérielles liées à la fracture sociale : accès, utilisation, sous-équipements. Le fonctionnement médical, commercial, éducatif, bref le développement de ces zones se trouve encore entravé par les zones blanches fixes et mobiles, à l'opposé d'un fonctionnement démocratique.

Le Plan France Très Haut Débit prévoit d'offrir des solutions à ces problèmes de connexion. Mais il rencontre des difficultés techniques, financières, politiques. Les infrastructures (majoritairement souterraines), peu visibles mais indispensables, demandent du temps pour être construites et sont prévues pour être disponibles sur plusieurs décennies.

Sur le plan politique, les autorités publiques (Etat, collectivités) et les opérateurs télécoms ne poursuivent pas les mêmes objectifs. Richard Toper souligne quelques points clés :

- Couvrir un département prend de 5 à 10 ans. Il y a près de 100 départements en France.
- Les projets qui marchent sont fondés sur des réseaux bien conçus et bien déployés.
- Les projets qui marchent sur une décennie sont bipartisans (gauche et droite).
- Les premiers résultats des Réseaux d'Initiative Publique (Oise, Loire, Aisne) sont nettement meilleurs que prévu, notamment pour le succès commercial.
- Les subventions de l'Etat (3,3 milliards € pour un montant total de 20 milliards €) sont toutes engagées et il reste 8 millions de logements à raccorder au Très Haut Débit. L'Etat annonce que le guichet rouvrira au mieux en 2020.

Conclusion

A l'international, les pays européens étudient et admirent le French Model pour câbler les zones rurales, lequel s'appuie largement sur les Réseaux d'Initiative Publique (RIP), ce qui bénéficie en premier lieu aux habitants et professionnels vivant dans des petites villes et zones rurales.

Pour ne pas casser cette dynamique, l'IREST recommande le modèle des RIP soit largement étendu, et que l'Etat ouvre au plus vite son guichet de financement et prenne les mesures nécessaires pour garantir le respect de l'état de l'art dans le déploiement de ces nouvelles infrastructures d'importance vitale.

Que dit la salle?

Forte implication au nom de la vie quotidienne. Espoir de solutions qu'apporterait le numérique pour surmonter, voire contourner les situations de distance, transport, handicap physique, isolement. Une intervenante demande du sociétal, de l'échange, de la reconnaissance. Il est fait état d'initiatives individuelles, voire locales qui mériteraient d'être reprises à plus haut niveau; sont évoquées des actions de formation (jeunes, seniors), plus rarement la gouvernance de l'Internet

Il paraît important de souligner que les think tanks ont souvent repris ces thèmes, que des contacts spontanés se sont noués avec la plupart d'entre eux, en vue d'approfondir les échanges.

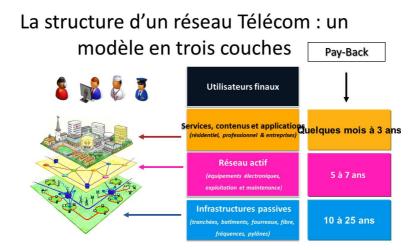
Bref, ce grand débat du numérique aspire à un « numérique sociétal ».

Anne Marie LAULAN

Vice-Présidente de l'IREST

Richard Toper

Vice-Président de l'IREST



> Chaque niveau doit être traité de manière adéquate

Grand_Débat_IREST_19030



Innocherche

La veille : décodage, action !

InnoCherche est un écosystème de veille pour décideurs.

Chaque jour, nous observons les nouveaux usages qui émergent, à travers de nombreux voyages et rencontres avec des leaders et précurseurs, dans tous les domaines d'activité.

De ce travail de veille, nous avons extrait 4 propositions au Grand Débat National, toutes intimement liées entre elles.

Mobilité pour tous : un impact fort sur nos villes et sur nos vies, d'ici 10 ans



apparue comme un concept luxueux incarné par le salon roulant de Mercedes grâce auquel le déplacement en voiture passerait de « painful » à « quality time » à plusieurs centaines de milliers d'euros.

Au début, la techno "Driverless" est

Mais la vraie promesse à impact fort pour nos sociétés est celle de la "Mobilité pour Tous". Pour y arriver il faut décliner la technologie sous

différents aspects ou « form factors ».

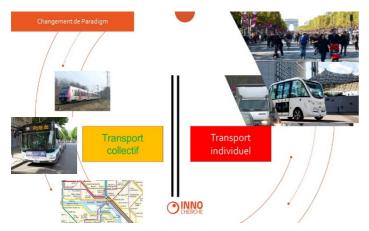
Regardons les « form factors » qui vont permettre les **nouvelles formes de mobilité collective sans infrastructure nouvelle!** Fin 19e siècle on passe du wagon tiré par des chevaux au wagon sur rails ce



qui diminue grandement les accidents. Demain imaginez un tram sur route sans rails, piloté automatiquement pour ne pas dévier d'un centimètre par rapport à la ligne peinte sur la route. Plus besoin d'infrastructure; recharge à l'arrêt par enduction ou par caténaire, batteries rechargées de station à station. Il y aura un chauffeur ou pas de chauffeur,

le fait qu'il n'y ait pas besoin d'infrastructure supprime 90% du coût du projet! Ce concept va être mis en place en 2019 dans une ville chinoise et aussi sans doute dans une ville anglaise.

Autre « form factor » pour la voiture individuelle à 6 places : Imaginez une boîte roulante compacte en accès libre. La technologie permet de composer et décomposer à volonté des petits trains de boîtes roulantes. On pourra changer de boîte pour faire du « cross Docking » tout en roulant. Tout cela bien sûr, piloté depuis un smartphone et plus important, par un système global de smart city régulant un trafic mixte composé de voitures "anciennes" avec chauffeur et de boîtes « driverless » pendant une période de transition de 10 ans.

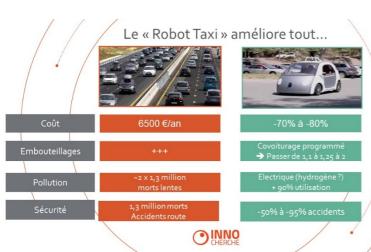


La technologie est prête, il faut maintenant changer des paradigmes bien ancrés dans nos têtes:

- 1. Le XX ème siècle a opposé transport collectif « bien » à transport individuel « mal » (polluant, créant des embouteillages) plébiscité par les usagers. Le XXI ème siècle va vers 100% transports partagés modulables.
- 2. En termes d'urbanisme, ceci signifie la fin du cloisonnement des différents

modes de transports pour arriver à la complémentarité de systèmes intermodaux mixtes pilotés par un système ne faisant quasiment plus d'accidents.





Regardons aujourd'hui en termes d'usage en France la répartition des kilomètres parcourus selon le rapport de l'ARAFER: route 86%, rail 10% et air 4%.

De plus, en termes de coût le rail est aussi cher que la voiture ... ce qui fait un coût par km 8 fois plus cher! Le coût du transport ferroviaire est de 6K à 8K € par an par usager selon le patron de l'ARAFER. Le particulier paie lui uniquement 15 à 20% de la facture rail et ce sont les subventions qui payent le reste ... mais c'est quand même votre argent. Bref on paye deux fois pour deux systèmes de transport qui

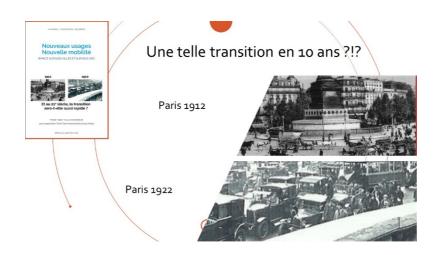
demain ne devraient ne faire plus qu'un.

Grâce à l'absence de chauffeur, le coût du kilomètre est réduit de 70% pour les « voitures autonomes ». De plus grâce à un covoiturage programmé, l'occupation par véhicule passera de 1,1 à 1,25 (...et supprime déjà pas mal d'embouteillages) puis à 2, 3, 4, ou 6 personnes par voiture avec le changement des usages et l'abandon progressif de la voiture particulière. La combinaison de ces deux aspects réduira drastiquement le coût par passager et rendra la mobilité accessible à tous ce qui n'est pas le cas aujourd'hui...

En termes de sécurité, les assureurs annoncent déjà des taux d'amélioration de l'accidentalité de 50% juste avec le freinage automatique comme déjà proposé en série chez certains constructeurs. Demain on prévoit un taux de 95% quand tout le monde sera vraiment en Driverless ... Reste à éduquer l'usager...

En conclusion

- 1. Mobilité pour tous : La techno « Driverless » permet de construire pour les 20% exclus de la mobilité. Il y a déjà les chaises roulantes Driverless dans les aéroports mais c'est surtout la petite voiture autonome qui pourra permettre à celui qui n'a ni accès à une voiture ni accès aux transports collectifs d'accepter un job à 50km de chez lui. Voilà la promesse de « mobilité pour tous » qui est juste et égalitaire et qui change tout au niveau de l'adoption.
- 2. Les caisses sont vides donc « FRUGALITE ». Le premier principe de la frugalité c'est de faire avec ce que l'on a : On a beaucoup de routes et beaucoup de voitures sous occupées (1,1 personne par voiture).
- 3. Une telle transition, va-t-elle se faire en 10 ans comme ce fut le cas en 1912 pour passer du 100% cheval (1M de chevaux à Paris) au 100% voitures. La voiture a été, à l'époque vue comme moins polluante et deux fois moins chère que le cheval...





LA FABRIQUE La Fabrique du Futur

La Fabrique du Futur est un think tank dont la vocation est de réconcilier l'innovation technologique avec l'innovation citoyenne, durable. Son objectif est d'imaginer et de faire advenir des futurs viables et désirables, notamment en connectant des écosystèmes d'innovation et en pratiquant la co-création et l'innovation collaborative.

Notre conviction:

Le Numérique donne de plus en plus aux individus / citoyens un « empowerment » (capabilité) qui leur permet de faire entendre leur voix et de prendre des initiatives. Avec les dernières technologies (Blockchain notamment mais aussi, IA, 3D, RV) on va vers de l'innovation collaborative véritable. Mais celle-ci a ses limites : processus complexes, asymétries entre acteurs (innovateurs, startups vs grandes entreprises), problématique d'un juste retour pour les contributeurs. Ces derniers aspirent à un digital éthique et durable.

Ce digital durable implique d'offrir aux innovateurs un environnement de confiance qui leur permette de déployer leur créativité et leurs innovations.

L'innovation collaborative que nous appelons de nos vœux, doit s'appuyer sur ce digital durable, en s'appuyant sur plusieurs leviers :

- L'éthique, l'équité, la transparence
- Des méthodes et outils ad hoc
- Des mises en communs, le partage, des échanges entre pairs
- Une nouvelle approche de la gouvernance, basée sur le principe de co-création
- Des technologies adaptées (blockchain en particulier, pour permettre la traçabilité des échanges et transactions, leur sécurisation et la motivation des contributeurs par la reconnaissance (aspect « nudge »)

En synthèse, il s'agit avant tout d'instaurer un climat de confiance.

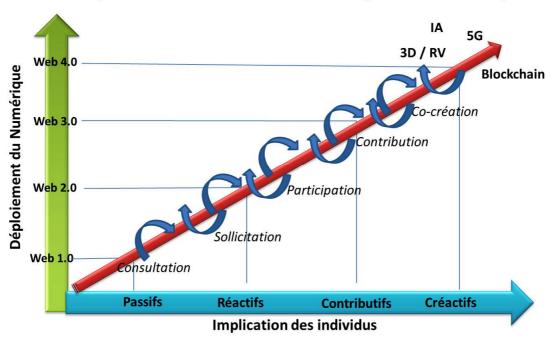
Nos propositions:

- 1/ Créer grâce à la blockchain un environnement digital de confiance qui protège et valorise l'initiative économique de tous les citoyens.
- 2/ Développement d'un écosystème permettant la protection et la monétisation de la co création
- 3/ E-Citoyennetés égalitaires par les services numériques pour tous : accès handicapés, éducation numérique, couverture territoriale réseau 100 %, identité numérique régalienne interopérable, e-gouvernance ou e-démocratie...

Notre contribution citoyenne:

La Fabrique du Futur conjointement avec l'Institut Mines Télécom et un consortium d'autres partenaires a initié le projet ValYooTrust. Il s'agit d'une place de marché d'actifs immatériels et d'innovations basée sur la blockchain afin de mieux favoriser et sécuriser la création de valeur.

Une implication croissante des individus grâce au Numérique





le digital sociétal pour la gouvernance d'une démocratie numérique en 2022

Avant-propos

French-Road comprend que les générations actuelles se rassemblent toutes derrière l'idée qu'une transition est nécessaire entre la France du XXème siècle et celle de l'époque contemporaine. Cette transition doit être douce et bénéfique à tous ou sera radicale, voire brutale.

Or, une transition douce est parfaitement possible sans attendre, sur des bases juridiques, organisationnelles et sociétales connues. Il reste à l'État de s'en emparer pour que le peuple français aujourd'hui volontiers turbulent se rassemble derrière une structure véritablement régalienne, des lois protectrices ainsi qu'un projet de vie fédérateur.

Nous sommes à un tournant de notre Histoire qui constitue un paroxysme : ou quelques femmes et hommes écrivent l'Histoire, ou celle-ci nous échappera. Promoteur du bond en avant et d'un nouvel esprit entrepreneurial, French-Road propose un cadre et des solutions propices en termes de stabilité économique, d'indépendance nationale et de développement durable. Entendre ces propositions c'est reconstruire un socle démocratique pour que chaque citoyen d'une France rassérénée devienne acteur du changement opéré par un Etat pro actif, bienveillant et garant de nos valeurs tricolores. C'est l'essentiel de notre propos.

Les membres de French-Road se tiennent en conséquence à disposition pour dépasser la crispation à laquelle tente de répondre le Grand débat national et pour construire d'ici 2022 les solutions dont nous serons collectivement fiers.

Présentation French-Road:

Les thèmes partagés en séance ont pu soulever les points présentés en annexe et mettre en exergue deux propositions témoins de besoins convergents.

En synthèse:

- Création d'un code du numérique français permettant de garantir la préservation de nos droits fondamentaux, aboutissant notamment à la création d'une identité numérique à forte valeur probante,
- Reconnaissance du numérique comme une grande cause nationale afin de rendre les réseaux et services accessibles à tous, sans distinction ni limitation au sein de la population française, où qu'elle soit située.

Code du numérique français

La création d'un code du numérique est le préalable juridique indispensable pour instaurer le numérique français comme partie intégrante d'un territoire qui respecte les lois et les valeurs qui fondent la Nation. C'est donc le cadre général régulant de front sur ce sujet ce qui n'est aujourd'hui abordé qu'en ordre dispersé (éthique, fiscalité, économie socialement responsable, valorisation et monétisation de la création...). Cette proposition constitue de fait le socle favorable à l'émergence d'une e-Nation, c'est-à-dire de tout un peuple soudé autour de valeurs communes : faire entrer la France dans l'âge adulte du numérique puis la positionner comme fer de lance de toutes les initiatives européennes en la matière.

Liberté, égalité et inclusivité doivent ainsi trouver une chance de s'affirmer dans ce nouvel espace numérique jusqu'à présent organisé principalement à but lucratif par les entreprises dominantes couramment désignées sous l'acronyme GAFAM (*ie* Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft).

Numérique, grande cause nationale

Le numérique comme grande cause nationale ensuite est une proposition qui doit garantir à tout citoyen français un accès aisé et adapté à ses attentes, en tout temps et en tout lieu, quel que soient son profil ou ses particularités. Cette grande cause nationale ne recherche pas une escalade des moyens qui s'avèrerait sans fin mais se concentre sur un état final recherché réaliste et réalisable : une relation client fournisseur apaisée et sans difficulté entre les services de l'Etat + opérateurs périphériques et les citoyens français.

Afin de favoriser une transition douce entre une France organisée en 2019 autour de modes de fonctionnement devenus inappropriés, administratifs notamment, le volet « Education à l'hygiène cyber » tout particulièrement doit être mis en œuvre sans attendre de sorte à ne pas créer le type de fracture parfois constatée lors de changement de paradigme entre la population des initiés ou des sachants d'une part et les oubliés ou les demandeurs d'autre part. Eduquer, ouvrir à une culture toujours plus riche et valorisante, stimuler la liberté d'entreprendre doivent dépasser les « dangers d'internet » qui monopolisent par défaut dans ce premier quart du XXIème siècle l'essentiel de nos ressources et limitent notre capacité à créer de la valeur.

En conclusion:

Inclusivité, simplicité, sécurisation et respect des normes tant RGPD qu'environnementales ont été les éléments forts retenus par l'assemblée dans la présentation de <u>French-Road</u>. Seul cet interlocuteur en la personne d'Emmanuel PESENTI a en effet proposé à la fois une vision globale de ce que devrait être notre sphère numérique ainsi que des mises en application pratiques de nature à **replacer les femmes et les hommes de notre Nation au centre des préoccupations** qui, toutes, respectent des principes viables du point de vue économique et environnemental. La pleine compréhension de ce sujet est capitale car elle conditionne notre capacité à apporter une réponse véritablement porteuse du rassemblement attendu de toutes les composantes de notre société autour d'un projet commun, au sein d'un nouvel espace répondant à nos valeurs.

Mettre un terme au chaos, c'est maintenant.

Le digital sociétal, c'est en effet tout un peuple, toute une Nation soudée autour d'un projet nécessairement respectueux de l'Homme et de son environnement. C'est l'émergence d'une démocratie digitale fédératrice de toutes les initiatives européennes, d'une démocratie fondatrice

d'une réelle conscience européenne. Enfin et surtout, c'est lever les points bloquants pour permettre aux générations montantes de définitivement quitter l'âge du cuivre informatique associé au XXème siècle et d'expérimenter, de développer puis d'imposer la France rassérénée de demain, bien dans son époque et prête à reprendre sa place au rang des Nations fondatrices.

French-Road pour une e-Nation forte et apaisée.

Franck LIBERT, Rapporteur Grand Débat des Think-tanks Pour French-road.fr





Annexe rapport French Road

Liste exhaustive des points soulevés par l'assemblée (points rassemblant le plus de votes)

Suite à l'intervention du Forum ATENA

- Demande d'un Internet Européen
- Demande d'une prospective européenne en matière de réflexion sur le numérique
- Quels types de financements (européens notamment) pour les start-ups ?
- Affirmation de la Blockchain comme bon outil
- Imposer des règles Internet conformes à nos lois (encadrement juridique identique des espaces physique ou virtuel).
- Imposer RINA
- Signer une charte du respect numérique (Respect zone)
- Inclure les règles de bonne conduite dans l'espace numérique dans le cursus scolaire (voire service civique mais si tardif).

Suite à l'intervention d'IREST

- Remplacer la redevance TV par une taxe environnement numérique
- Rendre les services numériques accessibles aux handicaps
- Forcer les cablo-opérateurs et fournisseurs d'accès à déployer leurs réseaux y compris aux zones peu rentables pour elles (éviter les « zones blanches »).
- Autoriser le développement d'infrastructures de réseaux locaux pour suppléer les défaillances des grands acteurs du domaine.
- Relancer le plan France Très haut débit avec projection à 5 ans, prendre en compte la 4G et associer les concurrents d'Orange au financement.
- Consolider la 4G puis la 5G, sans délai

Suite à l'intervention d'Inno search

- Eduquer les gens au partage des ressources (auto partage par exemple)
- Le législateur doit inciter les opérateurs de la mobilité au partage des données pour pouvoir dresser un profil global du phénomène (et apporter une réponse adaptée).
- Se doter d'une politique nationale pour l'intermodalité réelle des transports
- Consolider et développer plus avant les infrastructures de transport de marchandises
- Développer des réseaux routiers de (très bonne) qualité équivalente sur l'ensemble des territoires de la République avant de se doter de véhicules autonomes.
- La réflexion sur la saturation des transports devrait nous orienter vers le développement de l'immédiate 3^{ème} dimension plutôt que sur la densification terrestre.
- Rendre universelle l'accessibilité des transports

Suite à l'intervention de La fabrique du futur

- Mettre fin à l'anonymat sur Internet
- Développer le Numérique pour plus d'autonomie

- Le numérique doit devenir une grande cause nationale (numérique pour tous, gouvernance du futur pour réinventer la démocratie).
- Développement d'un écosystème permettant la protection et la monétisation de la co création

Suite à l'intervention de French-Road

- Mettre en place un système d'aide à la décision sur le plan européen (faire converger les informations pour observer/orienter/décider et agir pour une réponse globale).
- Favoriser le cadre légal actuel pour favoriser la construction de notre identité numérique
- Comment lever les freins bien visibles aujourd'hui qui s'opposent à une France numérique ?
- Oui à une identité numérique qui simplifie, qui ouvre des perspectives
- Création d'un droit fondamental d'accès au numérique (le code du numérique met fin au phénomène des « exclus du numérique »).



Le forum des Jetons

Grand Débat National des think tanks du numérique du 6/3/19
Interview de Caroline Alazard par Geneviève Bouché

GB - Hommage à Bernard Lietaer

Le monde qui se dessine à travers le numérique que nous venons d'évoquer amène les hommes à s'intéresser non plus seulement à la quantité des biens et des services vendus, mais aussi à leur qualité. Ils échangent des biens de plus en plus immatériels. Ils veulent contribuer de plus en plus au développement du bien commun et la communauté y a intérêt. Elle a donc besoin d'acter ses contributions. Enfin le système monétaire semble de plus en plus fragile. Nous voyons toutes sortes de jetons (tokens) et de billet d'échange (type ticket-restaurant) apparaître, sans parler des monnaies locales... Dans le même temps, les technologies nous laissent entrevoir l'avènement de monnaies intelligentes!

Nous avons donc un problème et des solutions : excitant pour ces think tanks dont la vocation est d'offrir une plateforme d'échange entre les autres think tanks qui rencontrent des besoins en la matière !

GB - Hommage à Bernard Lietaer



Pour commencer, faisons comme les artistes : saluons une personnalité qui nous a quitté et dont les œuvres nous ont marquées. Je pense à Bernard Lietaer (février 2019).

Il parlait de la nécessité de développer la **diversité monétaire**.

Gb -La monnaie, c'est quoi?

CA - L'Homme a toujours eu besoin d'un instrument d'échange et cet instrument c'est la monnaie.

En Europe, ce sont les Romains qui lui a donné sa **forme originelle de jeton** : un avaloir distribué aux soldats romains sur le butin ramené de la prochaine guerre victorieuse. Les soldats s'en servaient pour se procurer de quoi satisfaire leurs besoins primaires auprès de la population. Ce jeton est devenu un moyen d'échange entre les citoyens. Il a pris le nom du temple où il était produit² celui de la déesse Moneta. Il a survécu plus de huit siècles après l'effondrement de l'Empire romain

Ce jeton, c'était une monnaie-dette, comme l'euro ou les autres monnaies conventionnelles que nous utilisons.

² Plus exactement du nom de la déesse romaine Juno **Moneta**, car c'est dans les dépendances de son temple que les Romains avaient installé un atelier pour frapper les deniers de l'Empire

À présent, Les banques créent la monnaie

Aujourd'hui, 90 % de la monnaie est dite scripturale c'est-à-dire que la monnaie est une simple écriture sur un compte bancaire qui circule via différents moyens de paiement. Les premiers créateurs de la monnaie sont les banques par les crédits qu'elles octroient. En d'autres termes, les crédits des uns font l'argent des autres. Et ce sont les banques centrales qui sont censées surveiller et contrôler cette création monétaire.

La monnaie a **trois fonctions** : mesurer (unité de compte), échanger (moyen d'échange), stocker de la richesse pour l'utiliser plus tard (réserve de valeur).

La monnaie n'est pas un instrument neutre

Mais la monnaie n'est pas seulement un instrument des échanges, la monnaie est aussi un bien social / un vecteur de lien puisque son usage dépend de l'adhésion de tous et de la confiance collective qu'on lui porte.

C'est aussi un bien politique. Dès que la monnaie a été matérialisée par un support métallique ou papier, les souverains ou politiques y ont apposé leur sceau pour en faire le symbole de leur puissance. La monnaie est tout sauf un instrument neutre.

GB - Quelles sont les dérives du système monétaire actuel ?

CA - La 1^{ère} dérive, c'est la déconnexion entre la monnaie et l'économie réelle

La monnaie est devenue un actif financier qui va très peu dans l'économie réelle : moins de 10 % de la monnaie en circulation dans le monde. Ceci provoque des crises bancaires : 96 recensées par la banque mondiale en 25 ans, avec, dans tous les cas sauvetage par le contribuable.

La 2^{ème} dérive, c'est la croissance infinie de la monnaie

Le pouvoir de création monétaire conféré aux banques, même s'il est encadré, conduit à ce que la dette, qui inclut des intérêts, est toujours supérieure à la masse monétaire. Avec un tel système, la croissance de la monnaie est infinie.

Certains dénoncent ce pouvoir exorbitant des banques, en disant qu'elles créent de l'argent à partir de rien. Mais il ne faut pas oublier que nous avons besoin du crédit. Le vrai rôle du crédit c'est de relier le présent et le futur et de nous permettre de nous projeter dans l'avenir. La question de fond est de savoir qu'elles sont les finalités que nous donnons au crédit.

Par exemple, avec la « Banque du climat », nous donnons un sens précis au crédit, il est rendu public et les gestionnaires doivent rendre des comptes au public.

La 3^{ème} dérive, c'est l'absence de diversité monétaire

Nous vivons aujourd'hui dans l'ère de l'unicité monétaire, c'est-à-dire de la « monnaie à tout faire ». Ce sujet est traité comme s'il allait de soi, alors que cela ne date vraiment que du début du XXème siècle. Il y a dans l'histoire de la monnaie de nombreux exemples de crédit mutuel, de monnaies provinciales dédiées à des usages spécifiques.

Pour faire un parallèle avec le corps humain, la monnaie est une sorte d'hormone et un organisme qui aurait une seule hormone serait primitif!

Actuellement, on assiste à l'éclosion des monnaies locales partout dans le monde, et encore plus récemment celle des crypto-monnaies. Le besoin de diversifier se répand, mais il n'est pas rationalisé.

Pourquoi cette unicité pose-t-elle problème ?

Le système monétaire est un système complexe, trop complexe. Quoi qu'il en soit, il doit assurer sa durabilité en maintenant un équilibre entre efficacité et résilience.

Deux variables sont clé : diversité (différents types d'agents qui sont autant de nœuds dans le système) et interconnectivité (nombre de connexions disponibles entre agents).

L'efficacité tend à réduire la diversité et la connectivité entre les agents.

La résilience à l'inverse offre plus de canaux alternatifs disponibles en cas de problème.

Or aujourd'hui notre système monétaire est « très efficace » suivant les critères qui lui sont propres mais ce faisant, il risque de s'effondrer. D'ailleurs une crise majeure du système financier, plus grave que celle de 2008, n'est pas exclue.

La durabilité de notre système monétaire requiert une diversité monétaire. C'était une idée majeure dans les travaux de Bernard Lietaer.

GB - Pourquoi la diversité monétaire devient-elle un sujet stratégique ?

CA - En premier lieu, pour éviter la dépendance à une seule monnaie ce qui nous renvoie à l'enjeu de durabilité de nos instruments d'échange.

Mais aussi pour répondre à l'évolution de ce que nous avons à échanger. Avec le numérique, nous sommes entrés dans l'économie de l'immatériel et il devient nécessaire de repenser la façon dont de nouveaux échanges peuvent se matérialiser en termes de valeur et de supports.

Cela s'applique à la transition écologique qui appelle une transformation de nos modes de vie. Nous avons besoin d'orienter les usages vers les nouvelles façons de produire et consommer et de les inciter. Or les monnaies conventionnelles sont des monnaies fongibles qui permettent difficilement de le faire.

Nous avons besoin de monnaies « intelligentes » qui puissent « être chargées » en information. Un ensemble de monnaies qui pourraient être interopérables entrent-elles.

Arrivé à l'ère du numérique et avec la montée en puissance de la création de valeurs immatérielles, il devient nécessaire de faire le point sur la manière de matérialiser les échanges de valeurs entre les Hommes et d'en repenser les supports.

Exemple des données personnelles : aujourd'hui elles sont captées par les plateformes numériques pour être valorisées sous la forme d'un surcroît d'attention de l'utilisateur et la commercialisation d'espaces publicitaires. Or dans de nombreux domaines ces données, pourraient servir à produire de la connaissance utile à tous. Pourquoi ne pas rémunérer les utilisateurs avec une monnaie dédiée qui serait réservée à des usages *spécifiques*?

Avec les technologies qui arrivent, nous sommes en capacité d'avoir une multiplicité de monnaies intelligentes et interopérables entre elles.

GB - Que pourrait-on faire avec cette intelligence?

Répondre à au moins 3 points cruciaux dans la mutation sociétale en cours :

- 1. Comme cela a été dit en introduction du Grand Débat National des think tanks du numérique, les générations montantes veulent développer l'estime de soi en développant le bien commun. Or, il s'avère que la création de valeur ainsi produite se bonifie avec le temps, ce qui est l'inverse des biens et des services produits dans le secteur productif. Cette forme de création de valeur n'entre pas dans le commerce. Elle est actuellement produite dans le bénévolat ou le volontariat. Il lui faut un instrument d'échange qui lui soit propre.
- 2. Les modes de gouvernance qui s'imposent vont du local au global. Dans les échanges entre les hommes, il devient nécessaire d'utiliser des instruments qui reflètent cette gouvernance à travers, pourquoi pas, une sorte de monnaie graduelle qui simplifie le modèle de répartition des revenus.
- 3. Les préoccupations écologiques font que nous voulons introduire une notion qualitative à la manière de produire et de consommer. La monnaie actuelle est basée sur un système qui privilégie essentiellement le quantitatif. Utiliser la fiscalité pour inciter aux comportements vertueux ouvre la porte aux usines à gaz rigides, difficiles à faire évoluer et compliquées dès lors qu'il y a une nécessité internationale à prendre en compte.

GB - Monnaie intelligente = technologie blockchain ? N'est pas un problème ?

CA - Effectivement, la technologie blockchain repose sur la notion de preuve de travail qui pose 2 gros problèmes : la consommation d'énergie et la nécessité d'utiliser des machines spécialisées de fabrication chinoises.

Mais cette technologie n'est pas incontournable. Plusieurs laboratoires, dont certains en France, travaillent sur une blockchain verte. X-road utilise une sorte de blockchain sans preuve de travail depuis plusieurs années sans incident.

GB - Qu'est-ce qui bloque pour expérimenter de nouveaux instruments de paiement

CA - La monnaie est considérée comme un sujet régalien ce qui crée de nombreux freins.

Mais nous savons que les nations qui travaillent sur des projets de monnaies diversifiées préparent leur avenir en étant ouvert aux changements profonds de la société.

La monnaie est sans doute l'institution la plus protégée. Si elle n'évolue pas, elle va devenir la plus bloquante dans notre changement sociétal. Il faut donc explorer sans tabou la manière de repenser nos instruments d'échange. C'est la vocation du Forum des Jetons.

Notes du rapporteur général

Valérie Bougault, rapporteur modérateur de l'évènement

Idées retenues à la fin de chaque intervention

Forum ATENA:

J'ai noté les 2 idées retenues après chaque salve d'interventions, mais nous n'avons pas départagé les deux idées ensuite :

- Internet européen
- Education numérique des enfants

<u>Irest</u>:

Voici l'idée retenue à l'issue de la 1ère salve d'interventions :

 Réduire la fracture numérique en incluant du social, notamment l'accessibilité pour les handicapés et les innovations pour favoriser le travail des handicapés.

Voici les 3 idées citées pendant la 2ème salve d'interventions :

- Valoriser les initiatives des acteurs locaux en matière de construction de réseaux Haut Débit
- Relancer le plan France Haut Débit
- Consolider la 4G et préparer la 5G

En gras celle retenue par le public à l'issue du vote récapitulatif.

Le public s'est ensuite prononcé pour choisir la proposition suivante :

=> Valoriser les initiatives locales en matière de réseaux Haut Débit

InnoCherche:

Voici les 3 idées citées pendant la 1ère salve d'interventions et en gras celle retenue par le public à l'issue :

- Eduquer les gens à respecter les voitures en partage car, en France, nous avons le record de vandalisme des habitacles!
- Améliorer l'accès aux données d'usages pour les collectivités car, avec l'offre pléthorique, ces dernières ne peuvent plus suivre = > régie de données.
- Favoriser l'inter-modalité des transports, notamment au niveau du dernier kilomètre

Voici les 5 idées citées pendant la 2ème salve d'interventions et en gras celle retenue par le public à l'issue :

- Problématique de l'aérien et du spatial à développer, par rapport à la saturation des data.
- Attention au développement durable et l'environnement nourricier qui est le nôtre
- Infrastructures pour le transport des marchandises
- Développement des réseaux pour permettre aux voitures autonomes de bien fonctionner
- Accessibilité des transports aux personnes en difficulté

Le public s'est ensuite prononcé pour choisir la proposition suivante :

=> Favoriser l'inter-modalité des transports

La Fabrique du Futur :

Voici les 5 idées citées pendant les deux salves d'interventions et en gras celles retenues par le public à l'issue :

- Mettre fin à l'anonymat sur internet *reformulé en* Gérer intelligemment les problématiques d'anonymat sur internet.
- Plus d'autonomie grâce au numérique pour les individus
- Le numérique doit devenir une grande cause nationale et l'État doit investir en R & D dans le numérique. L'État doit s'emparer de la problématique de la gouvernance du numérique et créer une structure pour réinventer la démocratie.
 - Car le numérique a « détruit » la démocratie avec les Gilets Jaunes, la musique avec le MP3 et les plateformes de distribution, les taxis avec Uber, etc.
- Un écosystème qui protège la co-création
- Sécurisation à améliorer

Les deux idées ayant obtenu le même nombre de voix lors du vote en fin de session, elles ont toutes deux été conservées pour la délibération finale.

French Road:

Voici les 5 idées citées pendant les deux salves d'interventions et en gras celle retenue par le public à l'issue :

- Système d'aide à la décision pour les politiques au niveau européen
- Cadre légal pour favoriser le développement de ce que propose French Road
- Comment simplifier les process administratifs, quitte à diminuer le nombre de fonctionnaires dans les administrations ?
 - Comment lever les freins à la diminution du nombre de fonctionnaires ?
 Comment faciliter le passage du public au privé ?
- Développement d'une identité numérique pour plus de simplicité (via une carte multi-services par exemple)
- Droit universel physique à l'accès au numérique, qui s'apparente au code du numérique déjà en place ailleurs.

Délibération finale

J'ai d'abord récité l'ensemble des idées retenues par le public pendant le débat, i.e. les propositions en gras ci-dessus.

Puis les think tanks se sont exprimés librement sur les idées qui ont retenu leur attention :

- Confiance : identité unique probante à forte valeur = > Digital sociétal
- Laisser une place au **local**, en citant l'exemple du développement incroyable du téléphone mobile en Afrique.
- Atmosphère digitale : remplacement de la redevance TV en redevance numérique
- Inclusion : ne pas créer de fracture numérique = >
 - Simple, ouvert = > Droit universel à l'accès au numérique (services d'accès, services d'identification) = > Code numérique.
 - Que le numérique devienne une priorité de l'Etat

Nous n'avons pas eu besoin de voter et avons donc formulé conjointement les 2 propositions suivantes, à soumettre au vote final du public :

- 1. Construire un nouvel internet européen, inclusif, de confiance et respectueux de nos valeurs, incluant les notions de Digital sociétal et de Code numérique.
- 2. Que le numérique devienne une priorité nationale et européenne, en étant la grande cause nationale, et refonder la gouvernance du numérique.

VOTE FINAL

Le public a finalement retenu la 1ère proposition :

=> Construire un nouvel internet européen, inclusif, de confiance et respectueux de nos valeurs, incluant les notions de Digital sociétal et de Code numérique.

Programme & intervenants

18:30 accueil, déroulé de la soirée

Valérie Bougault, ancienne élève de Télécom Paristech, candidate 2017 EM aux législatives de 2017,

18:34 introduction du débat : basculement sociétal et rôle des think tanks

Geneviève Bouché, futurologue cybernéticienne spécialisée dans le numérique.

Le numérique de demain

18:44 Forum ATENA - Un autre numérique est possible

Speaker: Philippe Recoupé, président du Forum ATENA,

Modérateur : Christophe Dubois Damien, président de l'atelier Intelligence économique de Forum ATENA,

Rapporteur : Bernard Biedermann, vice-président de l'atelier Etat Plateforme de Forum ATENA.

19:18 Irest - Le numérique : un espoir pour les territoires ruraux et ultramarins

Speaker: Richard Toper spécialiste des architectures réseaux, vice-président de l'Irest

Modérateur : Anne Laulan, enseignante, vice-présidente de l'Irest

Rapporteur : Jean Pierre Bienaimé, président de l'Irest (remplacé par Laure Pamart, déléguée de l'Irest).

Exemples de basculement sociétal et les solutions adaptées

19:52 Innocherche – La mobilité

Speaker: Bertrand Petit, président fondateur d'Innocherche,

Modérateur : Louis Dugas, co-producteur du TEDx Issy les Moulineaux,

Rapporteur : Frédéric Lavaut consultant numérique.

20:26 <u>La Fabrique du Futur</u> – Co-innovation, gouvernance et confiance

Speaker : Eric Seulliet, président fondateur de la Fabrique du Futur,

Modérateur : Sabri Solani, membre du ca de la Fabrique du Futur, Responsable de projet (ValYooTrust),

Rapporteur : Claire Deflou-Caron, membre de la Fabrique du Futur, Présidente de Govership.

21:00 French Road - Citoyenneté efficace

Speaker: Emmanuel Pesenti, président fondateur de French Road,

Modérateur : Jean Charles BOSSARD, élu à la mairie Paris 06, entrepreneur du numérique pour collectivités,

Rapporteur: Franck LIBERT, entrepreneur dans le logiciel RH.

21:34 Forum des Jetons - Une autre idée des instruments d'échanges de valeurs

Speaker: Caroline Alazard, serial entrepreneur dans l'environnement et le numérique.

synthèse

22:08 vote final - Valérie Bourgault

22:20 conclusion - Geneviève Bouché

Coordination: Geneviève Bouché - thinktankdunumerique@gmail.com